



## La CNL dénonce le nouveau plan d'AAAustérité

**Hier, N. Sarkozy, par la voix du Premier ministre, a dévoilé son nouveau plan d'austérité, se pliant ainsi aux exigences des agences de notation afin de conserver le fameux triple A. Une fois encore, ce sont majoritairement les ménages qui subiront les conséquences la politique désastreuse du gouvernement menée depuis 2007. La CNL s'insurge contre les mesures proposées car économiquement et socialement inefficaces.**

Après un premier tour de vis en août, le gouvernement s'attaque à nouveau au pouvoir d'achat des ménages. Les conséquences, notamment dans le domaine du logement, vont être dramatiques.

Le relèvement du taux de TVA à 7% va automatiquement faire bondir les coûts des travaux de rénovation et d'entretien. Cette mesure devrait coûter 225 millions d'euros par an au secteur du logement social, déjà affaibli par les différentes ponctions de l'Etat et alourdir la charge logement pour les locataires.

Concernant le volet de l'accession à la propriété, la CNL considère favorablement la remise en place, enfin, d'un plafond de ressources pour le PTZ+. Cependant, la CNL estime que la suppression du Scellier devrait intervenir dès maintenant et non 2013, comme le prévoit le plan.

De plus, la remise en cause de l'indexation des prestations sociales, dont les aides au logement, est proprement scandaleuse. Revaloriser seulement de 1% ces aides au logement, alors que, dans le parc social, le plafond d'augmentation des loyers sera de 1.9% l'an prochain, va provoquer de véritables catastrophes pour les ménages les plus modestes.

Au nom d'une « guerre » menée contre le déficit et la dette, le gouvernement voudrait nous faire croire que nous devons tous faire des sacrifices. Or, les ménages ne sont en rien responsables de cette situation car ce sont le gouvernement et sa majorité, en multipliant les cadeaux fiscaux aux plus riches, qui ont accumulé 75 milliards d'euros de déficit.

Une fois de plus, les familles sont donc les victimes d'une politique de régression sociale tournée vers la préservation des intérêts des plus fortunés. La CNL appelle donc ses militants, les usagers du logement et l'ensemble des citoyens à mettre tout en œuvre pour que ce plan de rigueur ne soit pas adopté par le Parlement car d'autres choix sont possibles. Il faut favoriser le pouvoir d'achat des familles, imposer fortement ceux qui tirent profit de la crise et qui bénéficient d'exonérations en tout genre. Le bouclier fiscal, qui court jusqu'en 2013, doit être immédiatement supprimé afin d'instaurer une véritable politique de justice sociale.

### La CNL demande :

- Le gel des loyers dans tous les secteurs locatifs.
- La revalorisation de 25 % des aides personnelles et la prise en compte dans le calcul de la totalité du coût des charges locatives.
- Un véritable service public de l'Energie.
- L'arrêt de toutes les saisies, coupures d'eau, de gaz et d'électricité, expulsions.
- La garantie et l'amélioration du statut d'occupation des locataires.
- La mise en œuvre d'un Service public national et décentralisé du logement et de l'habitat.

